

**CADRE DE GESTION DU
VOLET 1 – SOUTIEN AU RAYONNEMENT DES RÉGIONS
DU FONDS RÉGIONS ET RURALITÉ
POUR LE NORD-DU-QUÉBEC, SECTEUR DE LA JAMÉSIE**

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité, en quelques mots

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité (FRR) est un programme du ministère des Affaires municipales et de l’Habitation (Ministère). Il vise l’ensemble des régions du Québec, à l’exception des régions de la Capitale-Nationale et de Montréal, pour lesquelles d’autres fonds sont prévus. Les sommes qui y sont consacrées serviront entièrement au financement de projets de développement, alignés sur les priorités déterminées par chacune des régions. Les projets porteront la marque distinctive du rayonnement régional. Par cette démarche, le gouvernement du Québec place son action au service des régions. Ce document présente le cadre de gestion pour le Nord-du-Québec, secteur de la Jamésie.

À propos du rayonnement régional

Tout projet a un rayonnement régional s’il a des retombées dans le territoire de plus d’une municipalité ou localité. Les projets locaux réalisés dans plusieurs municipalités ou localités et qui contribuent à l’atteinte d’une même priorité régionale sont aussi admis. Dans ce cas, c’est la somme des projets, et non chacun des projets pris individuellement, qui aura un rayonnement régional.

Les priorités régionales et les actions privilégiées

Dans chaque région concernée, un comité directeur a été mis en place par la ou le ministre responsable de la région et les préfets des MRC (ou maires des organismes équivalents). Ce comité a œuvré à l’établissement des priorités régionales de développement de la région. Chaque priorité peut être assortie d’actions à privilégier. Les priorités et les actions privilégiées du Nord-du-Québec, secteur de la Jamésie sont présentées sur le site Web du Ministère. Elles peuvent aussi être obtenues en communiquant avec la direction régionale du Ministère.

Les priorités régionales sont établies pour plusieurs années alors que l’action à privilégier constitue une cible à plus court terme.

Pour être admissible à un financement, un projet doit concorder avec une priorité régionale.

S’il concorde également avec une action privilégiée, il sera alors plus susceptible d’être retenu par le comité régional de sélection de projets.

Le comité régional de sélection de projets

En plus d’avoir établi les priorités régionales, le comité directeur a déterminé la composition du comité régional de sélection des projets. La composition du comité du Nord-du-Québec, secteur de la Jamésie est disponible sur le site Web du Ministère.

Le mandat du comité régional de sélection de projets consiste à prioriser et à choisir les projets à soutenir dans le cadre du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Le Ministère s’occupe des aspects administratifs entourant l’octroi des aides : vérification du respect des normes, conventions d’aide financière avec les bénéficiaires, versements des aides octroyées et reddition de comptes.

C’est aussi le comité qui détermine les modalités de dépôt de projets et les critères de sélection particuliers de la région qui, le cas échéant, s’ajoutent aux critères de base. Il peut enfin déterminer des taux d’aide ou des montants maximaux d’aide inférieurs à ceux prévus par le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Le présent document intègre les décisions prises par le comité régional de sélection de projets.

À noter que les membres du comité régional de sélection de projets sont liés par des règles de conduite en matière d’intégrité, d’impartialité, de confidentialité et d’annonce des projets. Ils ne pourront divulguer d’aucune façon le contenu des projets reçus ou les analyses effectuées. Seuls les paramètres généraux des projets et du financement accordé seront, le cas échéant, rendus publics. Ils devront aussi veiller à ne pas se placer en conflit d’intérêts.

Particularités – Nord-du-Québec (ajouter pour les cadres de cette région)

Pour des raisons géographiques, culturelles et juridiques, la Jamésie, le Nunavik et Eeyou Istchee constituent des entités distinctes pour la gestion du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. Dans ces entités, les projets doivent rayonner dans plusieurs communautés.

La Jamésie s'est dotée d'un comité directeur et d'un comité de sélection de projets. Pour leur part, le Gouvernement de la nation crie et l'Administration régionale Kativik présenteront directement au Ministère les projets pour le Nunavik et Eeyou Istchee. Le cas échéant, le Gouvernement régional d'Eeyou Istchee Baie James peut également présenter un projet ayant reçu l'aval du Gouvernement de la nation crie et du comité régional de sélection de projets de la Jamésie.

Organismes admissibles

Les organismes suivants sont admissibles :

- Organismes municipaux;
- Entreprises privées, à l'exception des entreprises du secteur financier;
- Entreprises d'économie sociale, à l'exception des entreprises du secteur financier;
 - tout autre organisme à but non lucratif ou coopérative;
- Organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- Personnes morales souhaitant démarrer une entreprise privée ou d'économie sociale.

Un organisme inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics n'est toutefois pas admissible. Un organisme en situation de litige devant un tribunal avec le gouvernement du Québec ou en situation de défaut à ses obligations envers le Ministère pourrait, selon la nature du litige ou du défaut et les enjeux soulevés, ne pas être admissible.

Projets admissibles

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR participe au financement de projets admissibles priorisés et choisis par le comité régional de sélection de projets, à l'intérieur de l'enveloppe financière déterminée et des normes du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR. L'octroi des aides est conditionnel à la disponibilité des crédits.

Le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR peut aussi participer au financement d'ententes sectorielles de développement entre des MRC et des ministères ou des organismes du gouvernement, soumis par des MRC, prévoyant les clauses requises pour se qualifier comme projet admissible.

Pour être admissible, un projet doit contribuer à l'attractivité des milieux de vie ou au développement d'entreprises :

- Un projet contribue à l'attractivité des milieux de vie s'il bonifie les conditions liées au désir de séjourner dans un milieu à des fins touristiques, ou encore de s'y établir ou d'y demeurer et de contribuer à sa prospérité;
- Un projet contribue au développement d'entreprises s'il vise la mise en place d'une nouvelle entreprise, à la croissance d'une entreprise existante ou à la consolidation d'entreprises existantes.

Pour être admissible à une subvention, le projet doit également :

- être réalisé sur le territoire de la région;
- concorder avec une priorité régionale;
- avoir un rayonnement régional (voir *A propos du rayonnement régional*)

- obtenir un financement sectoriel lorsqu'un programme gouvernemental existe et qu'une enveloppe est disponible, puisque le volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR ne doit pas remplacer les programmes existants, mais en être un complément;
- ne pas entrer en contradiction avec une politique gouvernementale ou une mesure approuvée par le Conseil du trésor ou le gouvernement du Québec ni couvrir une activité déjà financée par des règles budgétaires approuvées par ce dernier;
- respecter le cadre légal et réglementaire en vigueur ainsi que les accords nationaux ou internationaux applicables;
- ne pas générer des dépenses additionnelles qui pourraient être induites pour le gouvernement subséquemment par sa réalisation ou avoir des conséquences négatives majeures pour un secteur d'activité couvert par la mission d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Le Ministère sollicitera la collaboration des autres ministères concernés pour vérifier l'admissibilité des projets, particulièrement au regard des trois derniers points mentionnés ci-dessus puisque ceux-ci sont relativement techniques, probablement rarissimes, et que cette vérification ne peut incomber strictement au demandeur de l'aide financière. À moins de raisons exceptionnelles, cette vérification sera attendue à l'intérieur d'un délai de 15 jours ouvrables.

Aux fins du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR, un projet est défini comme une initiative d'une durée limitée dans le temps, de nature ponctuelle et non récurrente, et n'incluant pas les charges permanentes que doit assumer l'organisme pour rester en activité indépendamment du volume de ses activités.

Les déménagements d'entreprises provenant d'autres régions administratives du Québec ne sont pas admissibles.

Dépôt de projet

Les appels de projets sont à date fixe. Il y aura minimalement un appel de projet par année.

Évaluation des projets

Le comité régional de sélection de projets s'est doté de la grille suivante pour évaluer les projets admissibles et déterminer lesquels choisir et prioriser :

- l'impact du projet sur la priorité
- la concordance avec une action privilégiée, le cas échéant;
- l'ampleur du rayonnement régional, selon le nombre de territoires bénéficiant des retombées du projet et de l'importance de ces retombées en termes d'usagers, de clientèles ou d'employés en retirant des bénéficiaires;
- l'importance des retombées économiques en termes d'emploi pendant et après la réalisation du projet;
- l'importance de la contribution demandée au regard de l'ampleur du rayonnement régional;
- l'importance de la contribution demandée au regard des contributions d'autres parties, dont le bénéficiaire;
- l'aspect structurant du projet :
 - parce que se déroulant dans un domaine ayant un potentiel de croissance appréciable;
 - ou qu'il permet de lever des obstacles au développement dans ce domaine;
 - ou qu'il contribue à développer une synergie durable¹ entre les acteurs pour une amélioration durable d'une situation donnée;
- la qualité du plan de financement : réalisme des coûts anticipés, contributions des partenaires impliqués et des programmes gouvernementaux applicables, confirmation des contributions;

¹ Par exemple, la mise en place de table de concertation ou l'établissement de nouveaux partenariats.

- à noter que la contribution financière du demandeur peut aussi être indirecte sous forme de ressources humaines ou matérielles, à comptabiliser financièrement;
- la qualité du plan de réalisation du projet : liens probants entre les étapes, les activités, les ressources et les cibles;
- la qualité de la structure de gouvernance : relations claires entre les partenaires, modes de décision établis, feuille de route éloquentes du directeur de projet et de l'équipe de projet.
- L'acceptabilité sociale du projet

Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont énumérées ci-dessous.

- a) Les frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet (les salaires, le loyer, l'acquisition de matériel et d'équipement, la reddition de comptes).
- b) Les frais de réalisation de plans et d'études (salaires et honoraires professionnels) se rapportant à la mise au point du projet :
 - la réalisation d'un plan d'affaires;
 - l'évaluation de l'opportunité d'un projet, y compris l'analyse de marché d'un projet;
 - l'évaluation de la faisabilité technique et financière d'un projet;
 - la définition et la mise au point d'un concept;
 - la programmation d'activités;
 - le développement et la mise au point d'instruments ou d'indicateurs permettant de mieux mesurer un secteur d'activité, y compris les études d'achalandage et d'impact économique liées à des projets.
- c) Les coûts de construction, d'aménagement, de réalisation ou de mise en place du projet.

Dépenses non admissibles

L'aide ne peut servir à financer :

- le déficit d'opération d'un organisme admissible, le remboursement d'emprunts ou le renflouement de son fonds de roulement, à moins que cela s'inscrive à l'intérieur d'un plan de redressement faisant partie du projet;
- les dépenses effectuées avant la date de dépôt du projet;
- les dépenses liées à des projets déjà réalisés;
- les dépenses déjà payées par le gouvernement du Québec, pour un même projet;
- toute dépense qui n'est pas directement liée au projet;
- les dépenses relatives au soutien administratif ou financier visant à appuyer les travaux du comité régional de sélection de projets;
- toute dépense visant le déplacement d'une entreprise provenant de l'extérieur de la région administrative;
- toute subvention à l'administration gouvernementale, à l'exception des organismes des réseaux du milieu de l'éducation;
- toute dépense liée à des activités encadrées par des règles budgétaires approuvées par le gouvernement du Québec;
- toute dépense visant des entreprises inscrites au registre des entreprises non admissibles aux contrats publics;
- la portion remboursable des taxes;
- toute forme de prêt;
- toute forme de garantie de prêt;

- toute forme de prise de participation.

Règles d'adjudication des contrats de construction

Lorsque le projet vise à financer l'exécution de travaux de construction confiés à un tiers, l'organisme admissible à une aide financière dans le cadre du volet 1, à l'exception d'une entreprise privée, doit suivre les dispositions prévues à la Loi sur les contrats des organismes publics (RLRQ, chapitre C-65.1, article 23). Pour les contrats :

- inférieurs à 25 000 \$: gré à gré;
- de 25 000 \$ à 101 099 \$ inclusivement : invitation écrite à au moins trois fournisseurs ou entrepreneurs;
- de 101 100 \$ et plus : appel d'offres public.

Pour les organismes municipaux, les organismes du milieu de l'éducation ou les organismes mandatés par le milieu municipal, les contrats de 101 100 \$ et plus doivent être ouverts aux accords de libéralisation.

Un appel d'offres public n'est pas requis, sur l'avis de la ministre, lorsque, en raison d'une situation d'urgence, où la sécurité des personnes ou des biens est en cause ou lorsqu'un seul contractant est possible en raison d'une garantie, d'un droit de propriété ou d'un droit exclusif.

Lorsque les règles d'adjudication des contrats de construction d'un organisme admissible au programme sont plus restrictives que les présentes règles, l'organisme doit appliquer ses propres règles.

Montants de l'aide et cumul des aides

Montant d'aide maximal :

- Tout organisme admissible et ses filiales, le cas échéant, ne peuvent recevoir du Volet 1 du FRR plus de 250 000 \$ par année, pour un même projet.

Taux d'aide maximal

- L'aide financière à l'entreprise privée est de **50 %** des dépenses admissibles.
- Pour tout autre projet, l'aide financière maximale est de **80 %** des dépenses admissibles.

Ententes sectorielles de développement

- L'aide financière maximale à la mise en œuvre d'ententes sectorielles de développement est de **50 %** des dépenses admissibles.

Règle de cumul des aides financières

- Si le financement du projet est aussi assuré par d'autres programmes, la contribution du volet 1 du FRR est limitée par la règle de cumul la plus restrictive de ces programmes² et la définition de leurs dépenses admissibles
- Nonobstant toute règle de cumul de ces programmes, le cumul peut atteindre 100 % pour les projets à caractère social ou communautaire directement réalisés sur le territoire du

² Le calcul des aides financières inclut les aides directes ou indirectes des ministères et organismes du gouvernement provincial, de leurs sociétés d'État et des entités municipales (y incluant le Fonds de développement des territoires). Il exclut la contribution du bénéficiaire. Entité municipale : les municipalités régionales de comté, les communautés métropolitaines, les agglomérations et les communautés autochtones, ainsi que tout organisme légalement constitué dont au moins la moitié des membres est nommée par l'une de ces organisations ou en relève. Dans ce calcul, une aide non remboursable est considérée à 100 % de sa valeur alors qu'une aide remboursable (y incluant les prêts, les garanties de prêt, et les prises de participation sous forme de capital-actions) est considérée à 50 % de sa valeur.

Québec³ par une entité municipale ou un organisme communautaire et pour les projets de logement social subventionnés par la Société d'habitation du Québec. Les projets de l'entreprise privée ou les ententes sectorielles de développement ne peuvent bénéficier de cette disposition.

Durée de l'aide

Un projet pourra être financé sur trois années financières à partir de son année d'acceptation. Exceptionnellement, un projet pourrait être financé sur cinq années financières à partir de son année d'acceptation.

Dépôt des demandes d'aide

Pour que sa demande soit étudiée, l'organisme doit :

- a) respecter les modalités de dépôt de projets établies par le comité régional de sélection, en sus des conditions énoncées dans la section « projets admissibles »;
- b) produire une demande complète et la transmettre à la direction régionale du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation par voie électronique. Consultez le site Web du Ministère pour avoir toutes les informations sur le dépôt d'une demande : <https://www.mamh.gouv.qc.ca/developpement-territorial/fonds-et-programmes/fonds-regions-et-ruralite-frr/volet-1-soutien-au-rayonnement-des-regions/faire-une-demande/>
- c) faire la démonstration du besoin d'un recours au volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR et fournir au Ministère les renseignements requis pour éclairer la décision du comité régional de sélection de projets.

L'organisme peut fournir tout autre document jugé pertinent appuyant sa demande.

Décision

Les demandeurs d'aide dont les projets seront retenus recevront une confirmation de la promesse d'aide.

Les demandeurs d'aide financière dont les projets ne seront pas retenus seront également informés par écrit par le Ministère.

Reddition de comptes

Les projets retenus feront l'objet d'une convention d'aide financière entre le Ministère et l'organisme. Sauf exception, à la fin du projet, le promoteur devra déposer un rapport final ainsi qu'un rapport financier du projet réalisé par un comptable, selon les spécificités du chapitre 9100 des normes de certification comptable, ou un rapport de mission d'examen ou d'audit de l'organisme incluant le projet. Les frais entourant la production de ce rapport financier sont considérés comme étant une dépense admissible et peuvent être demandés lors du dépôt de la demande.

Annonce publique

Les projets retenus pourront faire l'objet d'un protocole de visibilité et d'une annonce publique.

³ Excluant les régions de Montréal et de la Capitale-Nationale.

Information

Pour toute question à propos du volet 1 – Soutien au rayonnement des régions du FRR, adressez-vous à la direction régionale du Ministère.

Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation
Direction régionale du Nord-du-Québec
215, 3^e rue, bureau 1
Chibougamau (Québec) G8P 1N3
Téléphone : 418 748-5459
Courriel : nord-du-quebec@mamh.gouv.qc.ca